

JEUNES & ALCOOL

Pour une politique plus cohérente

La politique de répression serait un échec, selon les associations actives en matière d'éducation et de santé.

Le groupe Jeunes, alcool & société, composé de douze associations de Wallonie et de Bruxelles issues des secteurs de l'éducation, de la santé et de la jeunesse, a exposé jeudi ses propositions pour une politique alcool « plus cohérente » au profit des consommateurs. Des propositions qui ont été avancées dans le sillage des prochaines négociations autour d'un nouveau plan d'action national alcool (PANA).

Le groupe des douze associations souhaite notamment une législation plus claire et plus simple et la suppression de la publicité pour les boissons alcoolisées.

Le groupe part du constat que d'importantes incohérences existent en Belgique en matière

d'alcool. Il estime que la législation en vigueur en la matière est peu claire et peu comprise, avec, en parallèle, des pratiques commerciales de plus en plus agressives et insidieuses.

Suppression de la publicité

Pour contrer une baisse de la consommation d'alcool parmi la population générale, de nouveaux produits tels que les alco-pops (sodas alcoolisés) sont apparus sur le marché. Grâce à leurs goûts sucrés et leurs couleurs attirantes, ces boissons qui prolifèrent dans les rayons de nos supermarchés attirent un public féminin et poussent les adolescents à découvrir l'alcool de plus en plus jeune et en dehors du cadre familial généralement régulateur.

Au niveau de la promotion, Jeunes, alcool & société demande la création d'un conseil fédéral de la publicité et la suppression de la publicité pour les boissons alcoolisées.

Il propose de baser l'interdiction de certaines boissons sur le taux d'alcool, avec la clarification suivante : aucune boisson

alcoolisée en dessous de 16 ans, accorder uniquement des boissons alcoolisées en dessous de 16° aux jeunes à partir de 16 ans et permettre la consommation de toute boisson alcoolisée au-delà de 18 ans. Le groupe demande également de dépénaliser l'apprentissage parental, afin que les parents assurent un rôle éducatif en matière de consommation d'alcool.

Enfin, Jeunes, alcool & société appelle à retrouver un équilibre entre la prévention, la répression et la promotion. En Belgique, le coût du mésusage d'alcool est estimé à 4,2 milliards d'euros par an, selon les derniers chiffres du SPF Santé publique relevés en 2014. Alors que les bénéfices liés à l'alcool s'élèvent à 1,5 milliard, incluant les accises et les recettes de l'industrie. « *La politique de répression est un échec. Il faut aller vers une éducation en la matière* », pointe M. de Duve, responsable du groupe. Ce dernier a également réalisé cinq capsules-vidéo afin d'interpeller la société sur différentes problématiques liées à la consommation d'alcool, en collaboration avec l'ASBL. ■